

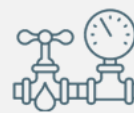
1 SECURISATION DE LA RESSOURCE

Scénario 1A : Amélioration des rendements de réseaux

Aujourd'hui en Martinique...

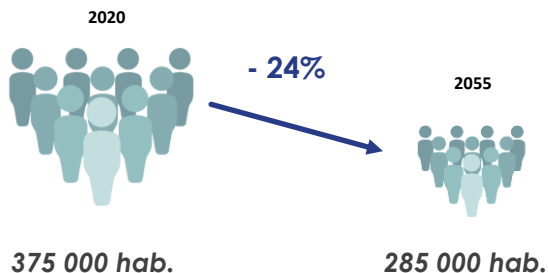


Pourquoi réduire les fuites ?

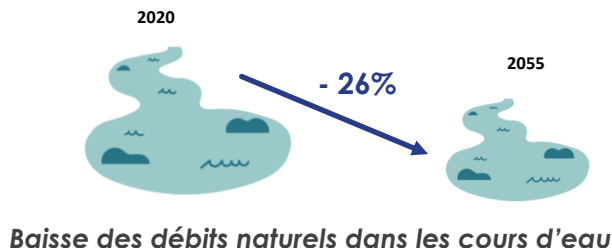


- Assurer la continuité du service,
- Réduire la pression sur le milieu en prélevant moins d'eau,
- Réduire les dépenses des services d'eau.

Tendances démographiques



Tendances climatiques



- Est-ce que la réduction des pertes permet d'améliorer la satisfaction des besoins en eau potable ?
- Réduire les pertes nécessite des investissements : ces dépenses sont-elles socialement soutenables/acceptables ?
- Quels bénéfices retirera-t-on de ces investissements ?
- Sans investissement supplémentaire, jusqu'à quand cette situation peut perdurer ?

La réponse à ces questions dépend de 2 paramètres structurants : la démographie et le climat. Nous considérons les situations suivantes à l'horizon 2055 :

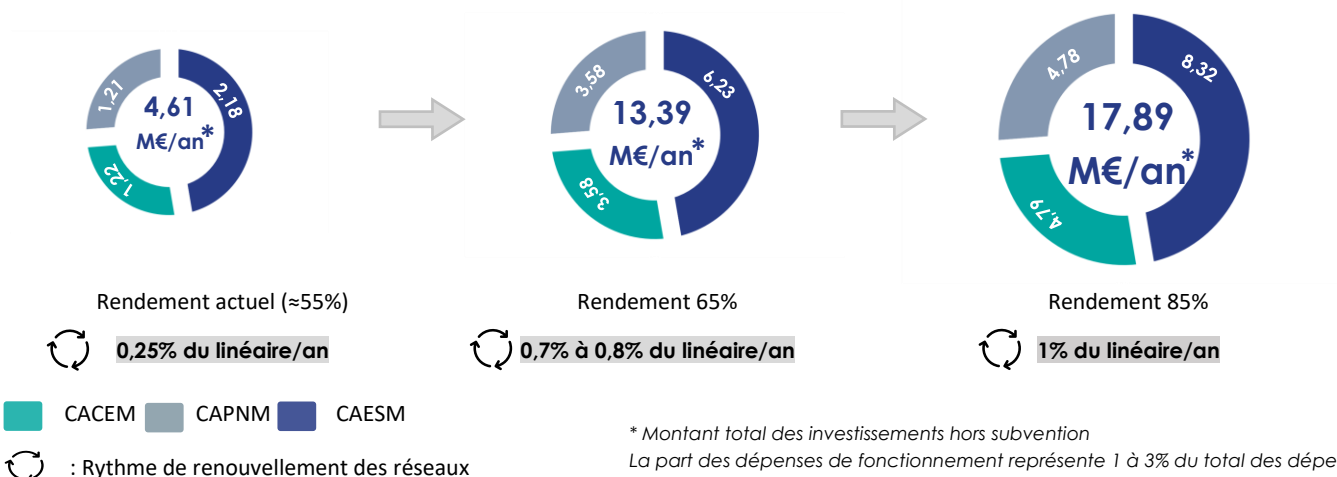
- Une **population décroissante** en situation climatique **sèche** ou **humide**

ACTION PUBLIQUE : investir pour réduire les pertes

Combien ça coûte ?

Maintenir ou améliorer le rendement des réseaux nécessite d'investir :

Montant des dépenses (fonctionnement et investissement) par EPCI (M€/an) entre 2022 et 2055



RESULTATS : l'amélioration des rendements de réseaux permet de...

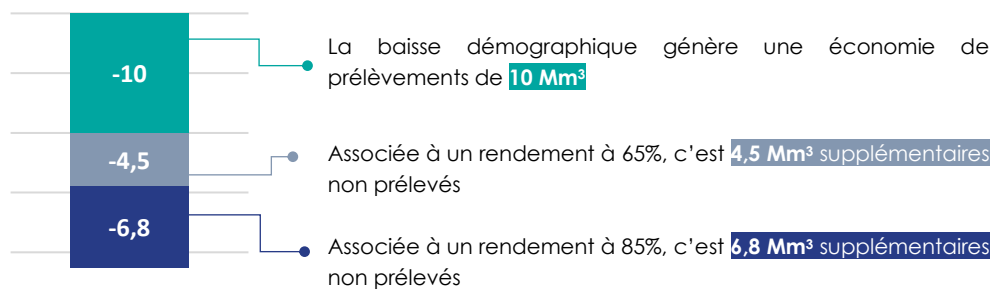
1- Moins prélever et restituer de l'eau aux milieux aquatiques

Les prélèvements eau potable varient selon les tendances démographiques. On considère ici une **année humide** (☁) :

Volumes d'eau non prélevés 2055 (Mm³)

**2025/2055
quelles
variations ?**

**Prélèvement :
- 21 millions de
m³**



Réduire les prélèvements préserve la qualité des milieux aquatiques et le patrimoine naturel qu'ils constituent. Cette valeur patrimoniale est estimée à **8,8 M€/an**.

Les usages récréatifs (pêche, kayak, baignade, etc.) et la valeur patrimoniale de l'environnement sont préservés.

2- Réduire les pertes économiques en cas de coupure d'eau

Les effets du changement climatique vont durcir les carêmes et réduire les débits des cours d'eau, à l'origine d'un manque d'eau pour les usagers. Le déficit d'eau aboutit à des restrictions d'eau qui génère des **pertes économiques à l'horizon 2055** plus au moins élevées selon les situations. En prenant le cas d'une **année sèche** (☀) :

1 Si on ne fait rien (rendement actuel et non-respect des débits minimums des cours d'eau)

La demande en eau potable est satisfaite à **99%**. Le manque d'eau potable (238 000 m³) génère des pertes économiques :

Surcoût d'achat
d'eau en bouteille



1,7 M€

Perte de chiffres d'affaires



1,3 M€



4 M€

Chômage partiel



3 ETP



50 ETP



Et les milieux aquatiques? 92% des cours d'eau sont surexploités ⇔ non respect de la DCE

Et les réseaux d'eau potable? 55% de fuites ⇔ non respect des objectifs Grenelle

2 Et si on limite les prélèvements pour respecter les DMB ?

La demande en eau potable est satisfaite à **78%**. Le manque d'eau potable (7,5 Mm³) génère des pertes économiques :

Surcoût d'achat
d'eau en bouteille



55 M€

Perte de chiffres d'affaires



41 M€



127 M€

Chômage partiel



107 ETP



1585 ETP



Et les milieux aquatiques? 0% des cours d'eau sont surexploités ⇔ respect de la DCE

Et les réseaux d'eau potable? 55% de fuites ⇔ non respect des objectifs Grenelle

3 Et si on respecte les DMB, en améliorant les rendements de réseaux à 85% ?

La demande en eau potable est satisfaite à **81%**. Le manque d'eau potable (4,3 Mm³) génère des pertes économiques :

Surcoût d'achat
d'eau en bouteille



48 M€

Perte de chiffres d'affaires



35 M€



110 M€

Chômage partiel



92 ETP






1370 ETP

L'amélioration des rendements de réseaux permet de réduire les pertes économiques tout en préservant les milieux aquatiques. Toutefois, malgré la baisse démographique, 19% de la demande en eau n'est pas satisfaite. Des mesures complémentaires doivent être engagées.

3 - Et les finances des collectivités dans tout ça ?

Diminution des dépenses : La réduction des volumes produits génère des économies de coûts de traitement :

PARAMETRES :			
	Dépenses de renouvellement des réseaux :	Réduction des volumes produits :	Economie de coûts de traitement associés :
Rendements actuels	4,6 M€/an	-23% (-9,35Mm³ de 2025 à 2055)	2,2 M €
Rendements 85%	17,9 M€/an	-48% (-19,65 Mm³ de 2025 à 2055)	4,6 M €

Augmentation des dépenses : La mise en œuvre des investissements entraîne un surcoût pour les services d'eau :

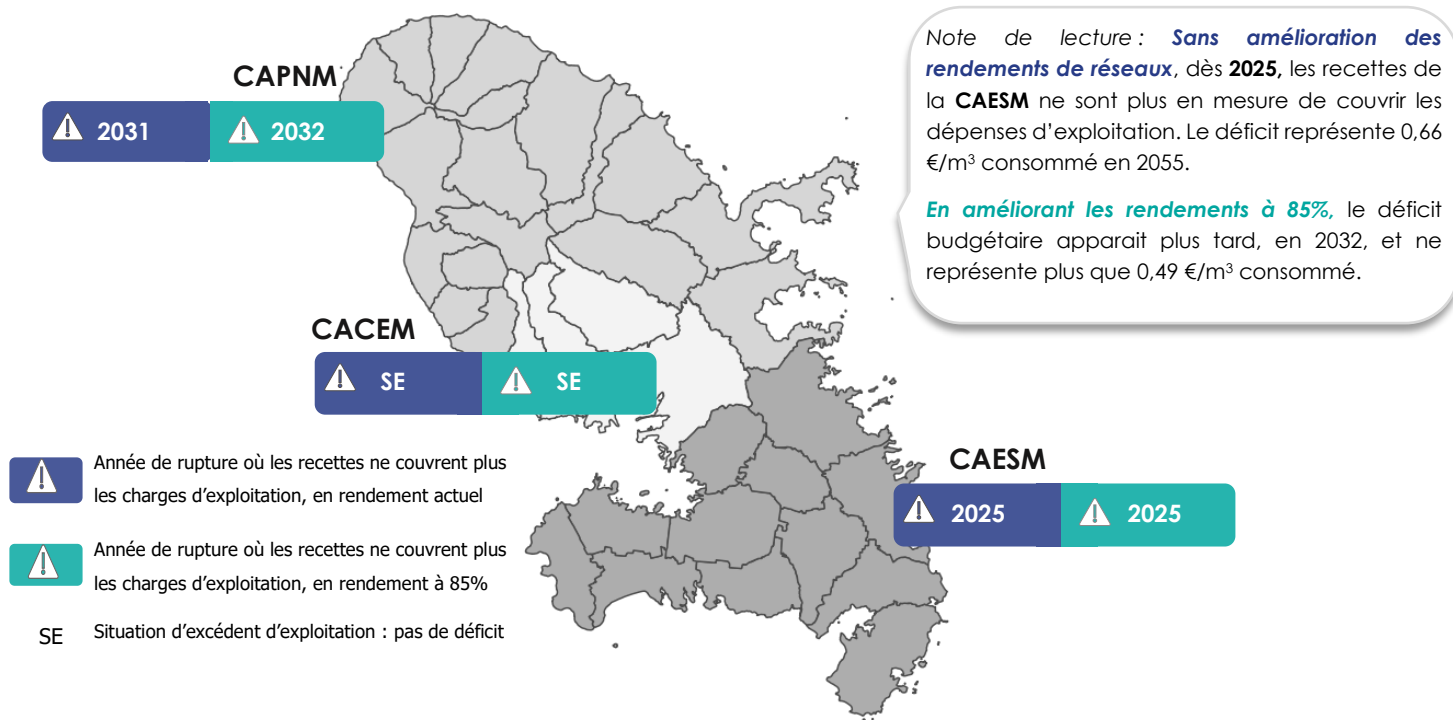
En considérant un taux de subvention de 80%, le financement du reste à charge supporté par les collectivités varie entre 0,03 et 0,08 €/m³ consommé si l'on investit pour maintenir les rendements actuels ; et varie entre 0,10 et 0,28 €/m³ consommé si l'on investit pour atteindre 85% de rendement.

	Surcoût à la charge des services (en €/m³ consommé)	
	Rendements actuels	Rendements 85%
CAESM	0,08 €	0,28 €
CACEM	0,03 €	0,10 €
CAPNM	0,07 €	0,26 €

L'autofinancement est multiplié par 3 si les collectivités visent 85% de rendement

Equilibre financier des services : année de rupture de l'équilibre d'exploitation et ampleur du déficit d'exploitation (hors dépenses d'investissement)

A l'horizon 2055, comment les services équilibrent leurs budgets, avec une population décroissante et si les DMB sont respectés ? On s'intéresse ici au petit équilibre financier de l'eau, autrement dit à la capacité des services à couvrir leurs charges d'exploitations par les recettes d'exploitation (hors investissement).



Déficit de recouvrement des charges
d'exploitation en 2055 (en €/m³ consommé)

	Rendements actuels	Rendements 85%
CAPNM	-0,54 €/m ³	-0,45 €/m ³
CACEM	SE	SE
CAESM	-0,66 €/m ³	-0,49 €/m ³

Quel que soit le scénario de rendement, **les recettes de services diminuent de 23% entre 2025 et 2055, conséquence directe de la décroissance démographique**. L'atteinte de 85% de rendement réduit les volumes produits, et donc les coûts de production associés.

Cette réduction des dépenses retarde de quelques années le déficit d'exploitation et limite l'ampleur du déficit (cf. tableau ci-contre).

Le recouvrement des coûts de fonctionnement n'est plus atteint à partir de 2031/2032 sur le territoire de la CAPNM, et dès 2025 pour la CAESM. Les déficits d'exploitation sont respectivement de 0,45 et 0,49 €/m³ consommé. S'agissant de la CACEM, le service équilibre ses dépenses d'exploitation sur toute la période.